

pour "maintenir et élargir le flux d'assistance au développement par la voie bilatérale et par l'entremise d'institutions multilatérales sur la base d'une solidarité internationale englobant tous les pays dotés des ressources appropriées."

Au Canada, le Gouvernement envisage plusieurs possibilités:

1. Notre participation à diverses institutions multilatérales, y compris les banques de développement régionales, pourrait nous permettre d'encourager et d'appuyer une réévaluation des programmes de prêts, et de réorienter les ressources vers les pays en voie de développement qui sont les plus sérieusement touchés par la hausse des prix du pétrole.
2. Nous avons demandé que des mesures législatives autorisent le Canada à apporter sa contribution à la quatrième campagne de refinancement de l'Association internationale de développement (AID). C'est là l'instrument de la Banque mondiale sur lequel comptent les pays les plus pauvres pour obtenir une assistance au développement. Les prêts octroyés par l'Association le sont à des conditions extrêmement modérées, généralement sans intérêts.
3. Sur le plan bilatéral, les programmes de l'ACDI seront adaptés au nouvel état de chose chaque fois que cela s'imposera. Certains pays ont déjà déclaré quels étaient leurs besoins les plus pressants et la Banque mondiale a aussi identifié quelques-unes des régions où l'assistance est requise d'urgence. Il est évident que l'ACDI aura non seulement besoin d'une sensible augmentation de fonds mais qu'elle devra aussi faire preuve d'une haute compétence pour modifier le programme canadien d'assistance au développement de manière à neutraliser certains des effets défavorables des bouleversements récents et pour maintenir l'impulsion donnée au développement dans les pays du Tiers monde avec lesquels nous avons des relations bien établies.

Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies

La question des prix de l'énergie vient au premier plan à une période où les termes de l'échange ont basculé en faveur des pays de production primaire. La demande engendrée par les hauts niveaux de l'activité industrielle des deux dernières années, renforcée par l'inflation, a fait monter les prix des minéraux et des produits agricoles à des niveaux sans précédent. Les revenus que l'ensemble des pays en voie de développement tirent du prix élevé des produits dépassent de beaucoup le transfert de ressources qui découle de l'aide au développement. C'est ainsi que dans une certaine mesure au moins, le tonus et la vigueur de l'économie mondiale, y compris le soutien d'une forte demande à l'égard des produits, ont plus d'importance pour les pays en voie de développement importateurs de pétrole que le maintien de l'aide au développement.

La situation dont je viens de parler est d'une portée toute particulière à l'égard de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies qui se réunira le 9 avril pour examiner la question des matières premières et du développement. En tant qu'important producteur et consommateur de ressources naturelles - renouvelables et non renouvelables - le Canada a profondément